



Photo : Typhaine Lecterc Sobry

## PÉNURIE ET PANDÉMIE : DE NOMBREUX DÉFIS POUR LES LOCATAIRES

Le 1er juillet s'annonce difficile pour les locataires de la ville de Québec. Avec des taux d'inoccupation en bas du 3% et même en bas de 2% pour la Haute-Ville et la Basse-Ville de Québec [...]

PAGE 11

### CAHIER SPÉCIAL - PANDÉMIE

Portraits de confinement  
*Des résidents et résidentes nous partagent leur confinement*

PAGE 8-9

Droits et libertés  
*Les droits et libertés sous la loupe de la Ligue en temps de pandémie*

PAGE 12

### MOTS CROISÉS

*Deux mots croisés pour deux fois plus de plaisir en confinement*

PAGE 14



## Problèmes de logement ?

Comité populaire Saint-Jean-Baptiste

418-522-0454 | [comite.populaire@videotron.ca](mailto:comite.populaire@videotron.ca)



Journal de quartier publié à 6 500 exemplaires, cinq fois par an depuis 1990, *L'Infobourg* est un média libre et participatif qui défend sans ambages les droits et les intérêts des classes populaires. Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs et auteures.

Écrivez-nous, passez nous voir!

## Ont contribué à ce numéro

Fabien Abitbol, Vincent Baillargeon, Naélie Bouchard-Sylvain, Jonathan Carmichael, Mélissa Coulombe-Leduc, Cheryl-Ann Dagenais, Marie-Ève Duchesne, Étienne Ferron-Forget, Maxim Fortin, Rebecca Hennigs, Pascaline Lamare, Agathe Légaré, Mélissa Lebel, Joseph Michaud, David Nadeau, Serge Petitclerc, Véronique Salmon, Monique Toutant

## Mots croisés

Agathe Légaré

## Graphisme

Anne-Christine Guy

## Correction

Catherine Duchesneau

## Photographie

Toutes les photos proviennent du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, sauf avis contraire.

## Publicité

Marie-Ève Duchesne (418-522-0454)

## Coordonnées

780, rue Sainte-Claire, Québec, G1R 1P9  
418-522-0454  
www.compop.net  
comite.populaire@videotron.ca

Veillez noter que notre politique d'information est sur le site web du Compop : [compop.net/polinfo](http://compop.net/polinfo).

La publicité est la principale source de revenus de *L'Infobourg*. Le déficit d'opération du journal est assumé par le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, un organisme communautaire principalement financé par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, Centraide et par des activités d'autofinancement.

## UNE MILITANTE POUR LA JUSTICE SOCIALE S'EST ÉTEINTE

Par Marie-Ève Duchesne, Cheryl-Ann Dagenais, Monique Toutant, Véronique Salmon



photo : Étienne Grandmont

Le 14 mars dernier, une militante bien connue des groupes populaires de Québec, Ginette Gratton, s'est éteinte. *L'Infobourg* a demandé à plusieurs personnes du milieu communautaire qui l'ont côtoyée d'écrire quelques mots sur elle.

### Une femme de tête et de cœur

- « Gigi Gratton ! »  
- « T'es ben la seule Marie-Ève qui m'appelle de même ! »

Ce petit échange si souvent vécu va me manquer de Ginette. J'ai connu cette militante il y a une dizaine d'années environ, tout d'abord comme militante féministe. Mais il ne fallait pas trop de temps pour connaître également la militante pour la justice sociale en général. Si Gigi pouvait d'un premier abord passer pour une femme de tête (ce qu'elle était bien entendu), elle était également une femme de cœur. Une femme engagée, motivée, toujours présente quand il le faut.

Chère Ginette, tu vas me manquer. Beaucoup. Et si, quand je serai grande, je ne possède que le quart de ton audace, j'en serai fière. Merci Gigi.

Marie-Ève Duchesne du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste

### Le départ d'une militante de longue date

Nous n'avions plus de nouvelles de Ginette suite à une manifestation à Montréal en hiver 2019. À notre grande surprise, Ginette était à l'hôpital Laval. Ce n'était certes pas elle qui nous en aurait avisé, car elle était une personne très discrète de ses propres problèmes.

Elle était là, assise sur une chaise dans sa chambre d'hôpital, me regardant souriante et consciente qu'elle ne retournerait pas dans son petit 3 et demie.

Ginette avait un caractère authentique à ses convictions. Elle a milité tant bien que mal avec son cœur pour une justice sociale afin que tout le monde soit égal. Ginette n'y allait pas par quatre chemins, mais bien par la bouche de ses canons. Malgré son caractère, elle était une personne charmante, attachante et courageuse.

À ses 81 ans, Ginette nous a quittés pour se reposer. Tu vas nous manquer Ginette! Puisses-tu reposer en paix!

Cheryl Ann Dagenais du Comité logement d'aide de Québec ouest

### Une militante aux multiples talents

J'ai rencontré Ginette à l'Association pour la défense des droits sociaux Québec-métro (ADDS QM). Elle y était venue pour participer au Comité Femmes. C'est par là que je l'ai connue.

Ce qui m'avait frappée chez elle, c'est sa soif, et son besoin d'aider les autres femmes qui ont vécu ce qu'elle avait vécu. Elle avait à cœur la lutte contre la pauvreté des femmes. Elle n'était pas à l'aide sociale, mais elle avait une grande écoute et une grande sensibilité pour la cause.

Ginette avait de l'audace dans les manifs et les actions et était toujours prête à y aller. Elle voulait être présente. Ginette avait, également, beaucoup de talents pour créer des chansons militantes, elle avait des talents insoupçonnés! C'était une femme avec beaucoup de connaissances et qui voulait toujours en apprendre plus.

Ginette n'était pas seulement engagée auprès de l'ADDS, mais aussi dans les groupes féministes et pour le droit au logement.

Je vais garder de Ginette sa force de vouloir aller de l'avant et sa ténacité par rapport à la lutte à la pauvreté. Ce sont des qualités qui vont m'inspirer pendant longtemps.

Monique Toutant de l'ADDS QM

### Toujours active! Toujours féministe!

La dernière fois que j'ai vu Ginette c'est à une sortie de cabane à sucre. Un an avant qu'elle ne meure. Elle était fatiguée. Je lui ai proposé de s'asseoir dans la voiture pour nous attendre pendant notre promenade. Elle a accepté. Ensuite, plus de nouvelles. Je l'ai appelée. Ça ne lui ressemble pas de ne plus être là. Elle a retourné mes appels: oui, oui, je vais y aller, ça me tente! Puis la nouvelle, Ginette est à l'hôpital pour un cancer incurable.

Ça faisait 10 ans que je la côtoyais à l'Association pour la défense des droits sociaux Québec-métro (ADDS QM). Elle a été dans presque tous les comités! Mais son plus grand engagement fut au Comité femmes. Elle était vraiment féministe. Elle a été pendant plusieurs années militante-déléguée au Comité femmes du Front commun des personnes assistées sociales du Québec. C'est pendant nos délégations à Montréal que j'ai le plus appris à la connaître. Elle n'était pas toujours facile. Elle avait son caractère, mais elle était attachante! Toujours active! Toujours militante! Toujours féministe! Son visage s'illuminait lorsqu'elle s'appretait à rencontrer ses filles après les réunions. Merci Ginette pour ton engagement et ta présence militante à l'ADDS QM!

Véronique Salmon de l'ADDS QM

  
**Conseiller en sécurité financière**  
**Conseiller en assurances collectives**

**Michel Yacoub**

501 14<sup>e</sup> Rue  
Québec, Qc. G1J 2K8  
Tél. : (418) 529-4226  
Fax : (418) 529-4223  
Ligne sans frais 1-877-823-2067  
[michel.yacoub@sympatico.ca](mailto:michel.yacoub@sympatico.ca)

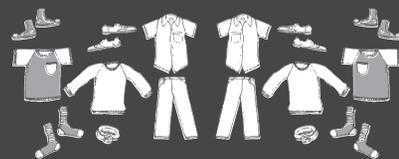
- Assurance Collective
- Assurance Salaire
- Assurance Vie
- R.E.E.R Collectif
- R.E.E.R

**LE CRAC**  
**ALIMENTS SAINS**

**LA CAROTTE JOYEUSE**

690, rue St-Jean  
Québec (Québec) G1R 1P8  
Tél: 418-647-6881  
Fax: 418-647-3953  
Courriel: [info@lecrac.com](mailto:info@lecrac.com)

**Le Vestiaire du Faubourg**



Devenez membre | 522-0454  
[comite.populaire@videotron.ca](mailto:comite.populaire@videotron.ca)

## 40 ANS D'HISTOIRE POUR LE RÉPAC 03-12

Par Naélie Bouchard Sylvain

Cette année, le Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et de Chaudière-Appalaches (RÉPAC 03-12) célébrera ses quarante ans. Et comme les anniversaires sont l'occasion de faire des rétrospectives, voilà la nôtre.



Photo: RÉPAC 03-12

Photo prise lors de l'une des nombreuses actions menées par les groupes populaires pour leur reconnaissance et leur autonomie.

### De la demande unique à la reconnaissance de l'action communautaire

Le RÉPAC (nommé initialement le Regroupement des organismes volontaires d'éducation populaire) est formé suite à la fondation du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ). Celui-ci, à l'instar du RÉPAC, défend l'idée que l'éducation populaire autonome (ÉPA) s'inscrit dans une démarche collective qui doit absolument viser une transformation sociale.

C'est pour se donner un rapport de force et continuer à promouvoir l'ÉPA que les membres du RÉPAC ont l'idée d'une demande unique de financement en rapport au ministère de l'Éducation du Québec. Cela permet de partager l'argent avec les groupes que nous reconnaissons comme faisant partie de l'ÉPA, mais également de réduire la reddition de compte et donc, les coupures. En 1989, nous lançons une première campagne sous le thème « Nous reconnaissez-vous? », qui revendique la pleine reconnaissance de l'autonomie de nos groupes, nos pratiques d'ÉPA et un financement adéquat.

Ce n'est que dix ans plus tard que nous obtenons une politique: L'action communautaire, une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté. Or, celle-ci est loin de répondre à nos attentes et ouvre plutôt la voie à l'utilisation du communautaire comme sous-traitant de l'État. Parallèlement, le RÉPAC est actif dans les luttes sociales telles que celle contre la réforme de l'aide sociale et celle contre le Sommet des Amériques et produit des outils d'éducation populaire en soutien à celles-ci.

### L'ÉPA et les luttes sociales au cœur du Regroupement

Au fil des ans, la demande unique perd son utilité comme outil pour défendre et promouvoir l'ÉPA. C'est entre autres pour cette raison que les groupes décident d'y mettre fin. Le RÉPAC plonge alors dans une crise d'identité. En 2002, lors du congrès d'orientation, les membres réitèrent l'importance du regroupement dans les régions de Québec et de Chaudière-Appalaches et de son engagement dans le développement et la promotion de l'ÉPA. Lors de ce congrès, les membres inscrivent l'implication dans les luttes sociales dans la mission du RÉPAC.

S'ensuit une réactualisation des pratiques d'éducation populaire autonome par, entre autres, la Formation du mois de mai (FORMAI) qui sera la toute première d'une longue série. L'arrivée au pouvoir de Jean Charest en 2003 réunit

nos forces autour d'une même indignation. C'est ainsi que le RÉPAC organise, sur ses propres bases, une première mobilisation pour la défense des droits sociaux. Les mobilisations se poursuivent en y ajoutant une nouvelle perspective: préciser notre projet de société et le mettre de l'avant. C'est dans ces mêmes années que le RÉPAC met sur pied une formation politique de base avec pour objectif d'outiller les groupes du RÉPAC à mieux comprendre la société dans laquelle ils et elles évoluent.

Au fil des politiques néolibérales, l'élan amorcé au début des années 2000 va se poursuivre autour des luttes contre le démantèlement des services publics et des programmes sociaux. Les pratiques d'éducation populaire sont bien implantées et les tournées d'ÉPA se succèdent (austérité, alternatives fiscales, radio-poubelles, sous-financement, G7, etc.) Au niveau des luttes régionales, le RÉPAC met énormément d'énergie à rassembler les forces sociales autour de la Coalition justice sociale (le pendant régional de la Main rouge).

Puis, la lutte pour une plus grande reconnaissance et un meilleur financement pour l'action communautaire autonome (ACA) devient incontournable. Elle sera marquée par une forte mobilisation des groupes de la région et les premières grèves du communautaire. D'abord sur une base régionale, puis au sein des grandes campagnes nationales, « Les droits ça se défend collectivement » et « Engagez-vous pour le communautaire ». Les groupes membres du RÉPAC se démarquent par des actions audacieuses, une forte mobilisation et de nombreuses manifestations. Ces mobilisations déboucheront sur des gains substantiels pour l'ACA en général et sur des avancées historiques pour les groupes de défense collective des droits.

En 2019, les groupes membres adoptent de nouvelles priorités d'action. Si on continue de travailler sur les enjeux des dernières années, de nouveaux champs d'action se formalisent face à la montée du racisme, de l'antiféminisme et des discours de droite. L'assemblée générale d'orientation est également l'occasion d'inclure la crise climatique dans les priorités d'action du RÉPAC. Alors que l'humanité fait face à une pandémie planétaire, à une crise environnementale sans précédent et que le capitalisme arrive à la fin de sa vie nuisible, les groupes d'ÉPA sont appelés à adapter leurs pratiques et à trouver de nouveaux moyens pour faire avancer les droits des personnes qui ne contrôlent pas ou peu leurs conditions de vie, de travail et d'existence.

## ET PENDANT CE TEMPS, RUE SAINT-JEAN...

(La rédaction) La pandémie n'a pas ralenti les ardeurs de certains promoteurs. Si la toute première reprise des ouvriers de la construction a permis (enfin!) de dégager le trottoir de la rue Saint-Jean devant l'ancienne boucherie Bégin, certains résidents et résidentes ont remarqué la reprise des travaux à l'ancien immeuble Le Séjour (voir L'Infobourg de mars-avril 2020, volume 32, numéro 1, p.11).



photo: Fabien Abitbol

À l'ancien immeuble Le Séjour, une pancarte a été mise sur un côté, et une banderole annonce la disponibilité pour l'été. 2020.

À ce qui s'appellera désormais Ilo, rue Saint-Jean face à la rue Sutherland, il y a même eu des travaux de décapage de la façade, en profitant de la baisse du trafic automobile pour occuper la chaussée.

Le promoteur a aussi mis en place un site Internet affichant des tarifs au mois et des tarifs à la semaine. Le moins cher étant « à partir de 220\$ ». Sauf que cet immeuble n'a pas d'autorisation d'hébergement de courte durée et que le zonage ne le permet pas. Suite à une remarque d'un service de la Ville, le site Internet a été modifié et, à l'heure où nous écrivons ces lignes, seuls des tarifs mensuels apparaissent: « à partir de 995\$ » pour un loft, « à partir de 1295\$ » pour un 3 1/2, et « à partir de 1995\$ » pour un 3 1/2 avec bureau. Bien loin du budget de la grande majorité des personnes du faubourg! Des tarifs par ailleurs totalement disproportionnés par rapport à la clientèle précédente. À cette occasion, les résidents et résidentes de ce qui était Le Séjour ont dû quitter précipitamment les lieux à la suite d'un petit début d'incendie en sous-sol, qui avait provoqué beaucoup de fumée dans les logements, le 17 mai 2018.



photo: Fabien Abitbol

Par la rue Lockwell, où un affichage temporaire était encore en place le 26 mai, on peut comprendre que les travaux ne sont pas finis.

Autres anomalies constatées, tant rue Saint-Jean que rue Lockwell, des banderoles annonçant que Ilo serait « Prêt pour la location été 2020 » ont été apposées. Or ce type d'enseigne, temporaire, n'est pas autorisé lorsqu'il s'agit de travaux de rénovation dans le cadre d'un immeuble à usage d'habitation. La Ville a demandé que ces bannières soient retirées au plus tard le 5 juin.

## VALORISTES QUÉBEC : UNE HISTOIRE D'AMITIÉ

Par Étienne Ferron-Forget, coordonnateur pour Valoristes Québec



Conseil de quartier Saint-Roch

De gauche à droite :

Bernard St-Gelais, Odette Giroux, Damien Morneau, Étienne Ferron-Forget, Serge Williams et Pierre-Luc Lachance.

La première fois que j'ai vu Damien Morneau, citoyen engagé du quartier Saint-Jean-Baptiste, c'était l'été dernier. Nous étions bénévoles sur un projet de point de dépôt de contenants consignés dédié aux valoristes, ces gens qui collectent les matières recyclables (canettes et bouteilles) pour se faire un peu de sous.

Déjà, je sentais que ça allait cliquer entre nous. Grand, bouille sympathique, il m'a tout de suite semblé être un homme sensible et dévoué aux causes environnementales et sociales. Comme moi.

### Depuis 2016

Et puis, le temps a passé. Pour la petite histoire, Valoristes Québec est d'abord une initiative du Conseil de quartier Saint-Roch, qui a pris de l'ampleur depuis ses débuts en 2016. Si bien qu'en 2018, on faisait un premier point de dépôt « test » afin de déterminer si les besoins pour ce genre d'initiative étaient présents dans Saint-Roch.

La réponse était claire: mais bien sûr! Comme dans toute ville relativement dense, et même ailleurs, on retrouve des gens en situation de vulnérabilité, qui comptent sur certains revenus d'appoint que représentent les contenants consignés afin de subvenir à leurs besoins.

Puis, en 2019, un projet-pilote a été mené, principalement par le Conseil de quartier Saint-Roch, toujours en collaboration avec celui de Saint-Jean-Baptiste. De juin à septembre, à raison d'une fois par semaine, les dimanches avant-midi, nous étions à l'îlot Fleurie pour accueillir les valoristes et rembourser leurs contenants consignés. De nombreux bénévoles sont venus nous aider. Plus de 100 000 contenants ont été récupérés!

Sur place, nous avons rencontré de belles personnes, tant bénévoles que valoristes. Certains et certaines nous attendaient même le dimanche, à 8 heures, contents de nous voir.

### Complicité et amitié

Damien et moi avons participé quelquefois à ce projet-pilote. Nous avons eu de bonnes discussions. Il m'a jaser du voyage en vélo qu'il préparait, notamment. Nous avons développé une belle complicité.

Notre projet a pris de l'ampleur et a donné naissance à un organisme dédié à supporter les valoristes, principalement par la création d'un point de dépôt permanent pour les contenants consignés. Un projet emballant! Et tout ça, c'est parce que beaucoup de gens y ont contribué au cours des derniers mois et des dernières années.

En janvier dernier, nous avons pris un café et discuté abondamment. De politique, d'actualité, d'environnement, d'une façon d'attirer l'attention et de faire changer le système de consigne, qui, actuellement, n'est pas très avantageux pour les points de dépôt de contenants consignés.

Damien, je souhaite longue vie à notre amitié! Et longue vie à Valoristes Québec!

Vous pouvez joindre Valoristes Québec ou vous abonner à leur infolettre à l'adresse suivante: [valoristesqc@gmail.com](mailto:valoristesqc@gmail.com). L'organisme a aussi une page Facebook.

## MESURE DE CONTRÔLE INTÉrimAIRE POUR PRÉSERVER LES MAISONS DE CHAMBRES À QUÉBEC : ENFIN !!!



(La rédaction) Le 1er mai dernier, la Ville de Québec a annoncé l'adoption d'une mesure de contrôle intérimaire afin de préserver le parc de maisons de chambres et de pension sur son territoire. Elle veut ainsi limiter la réalisation de projets contraires aux orientations souhaitées, le temps qu'elle mette en place une stratégie assurant la pérennité et le développement du parc de maisons de chambres et de pension.

Au cours des dernières années, des maisons de chambres et de pension ont été remplacées par d'autres usages, réduisant ainsi le nombre de chambres disponibles pour une population qui éprouve des difficultés à se loger décentement. Le règlement de contrôle intérimaire (RCI) vise à interdire la transformation d'une maison de chambres et de pension en un autre usage.

Le Bureau d'animation et information logement (BAIL) accueille favorablement la mise en place de la mesure de contrôle intérimaire annoncée par la Ville de Québec afin de préserver le parc de maisons de chambres.

Ces derniers mois, le BAIL a dénoncé publiquement à de nombreuses occasions la fermeture de maisons de chambres à Québec et l'éviction de plusieurs dizaines de chambreurs et chambreuses. Le cas le plus récent est survenu en pleine crise de la COVID-19, alors qu'un propriétaire, ayant tout juste acquis un immeuble situé dans le quartier Saint-Roch, a mis un terme au bail de la quinzaine de chambreurs qui y demeuraient.

« Ces derniers temps, à Québec, on a vu plusieurs spéculateurs immobiliers procéder à des réno-évictions

◀ Le cas le plus récent : la fermeture de cette maison de chambres dans Saint-Roch.

dans des maisons de chambres. Ils achètent des immeubles, évincent par toutes sortes de moyens les chambreuses et les chambreurs et changent ensuite l'usage résidentiel », rappelle Jonathan Carmichael, organisateur communautaire au BAIL.

Les maisons de chambres ont un rôle important à jouer dans l'offre résidentielle, entre autres pour prévenir et réduire l'itinérance. Pour de nombreuses personnes, il s'agit du dernier rempart avant la rue.

« En raison d'un strict calcul comptable visant à augmenter les profits immobiliers, la stabilité résidentielle de plusieurs personnes à haut risque d'itinérance a été sacrifiée », clame monsieur Carmichael. « On voit donc d'un bon œil la mise en place de règles qui empêcheront les fermetures de maisons de chambres ».

Le BAIL demande à la Ville de Québec de rendre permanente la mesure de contrôle intérimaire annoncée. Le groupe de défense de droits des locataires souhaite que la future stratégie municipale annoncée dans le projet de Vision de l'habitation préserve le parc actuel de maisons de chambres en empêchant les transformations en un autre usage.

De son côté, la Ville de Québec prévoit entamer une réflexion. L'administration souhaite tout d'abord dresser un portrait du parc des maisons de chambres et de pension sur son territoire, en plus d'identifier les principaux enjeux associés. Par la suite, plusieurs actions sont envisagées afin de préserver le parc existant : mettre en œuvre une stratégie visant à limiter la conversion des maisons de chambres et de pension ; financer la rénovation et la construction par l'entremise du programme AccèsLogisQuébec ; instaurer un contrôle plus ferme quant à la protection et à l'amélioration du parc de maisons de chambres et de pension ; réviser la réglementation applicable.

## JOURNÉE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS

### MOBILISATIONS POUR REFUSER UN RETOUR À « L'ANORMAL »

Par Vincent Baillargeon

Ce sont plusieurs milliers de personnes qui ont répondu aux différentes initiatives lancées pour remplacer la traditionnelle manifestation populaire du 1er mai 2020, Journée internationale des travailleuses et des travailleurs. Cette journée a eu une signification particulière cette année. En plein confinement, les groupes mobilisés ne pouvaient passer sous silence que nous ne sommes pas toutes et tous égaux face à la crise.

Quelque 700 personnes ont signifié, via une carte interactive, leur désir de ne pas revenir en arrière, mais plutôt d'aller vers une société où les conditions de travail, de vie et d'existence seront justes, équitables et respectueuses de l'environnement. La carte interactive, d'abord lancée comme une initiative régionale, a rapidement trouvé écho dans toutes les régions du Québec.

De plus, des vignettes informatives ainsi que des capsules animées ont été créées par le comité régional du 1er mai\* pour les personnes voulant participer au mouvement.



Photo: RÉPAC 03-12

Un moment fort de la journée du 1er mai s'est déroulé à 15 h lors d'une conférence publique sur Facebook. La conférence a réuni des intervenantes et intervenants des milieux communautaires, écologistes, féministes et syndicaux qui ont dénoncé d'une même voix que la situation d'avant la crise n'avait rien de normal pour la population. Dans ce sens, les différents gouvernements se doivent de présenter un plan de relance qui réglera les inégalités et injustices mises en lumière en ces temps de pandémie.

Dans quelques mois, on recommencera à nous parler de déficit, de budget et d'économie. Pour les groupes organisateurs, l'après COVID-19 ne doit pas se faire sur le dos des personnes qui ont sauvé le Québec. Le déconfinement économique amorcé par le gouvernement Legault en dit long sur ses intentions pour un retour à la normale. Le "tout à l'économie" n'est jamais bien loin chez François Legault. Dans les semaines à venir, il faudra continuer d'être inventifs et inventives pour maintenir la mobilisation, parce que la pression pour revenir aux vieux mots d'ordre économiques sera très forte et elle trouvera écho auprès des élu-e-s de la CAQ», conclut Vania Wright-Larin, coordonnateur au RÉPAC 03-12 et porte-parole de cette journée.

Cette « normalité » qui exploite les plus vulnérables et détruit notre planète, nous la refusons!

\* Le comité régional du 1er mai est composé d'Extinction Rébellion-Ville de Québec, du Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (REPAC 03-12), du Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (RGF-CN) ainsi que du Regroupement des organismes communautaires de la région 03 (ROC-03).

## TRAVAUX MAJEURS : DES IMPACTS POUR LE 807

Par Agathe Légaré



Chemin Ste-Foy éventré, pelles mécaniques, conduite de gaz et tronc d'arbre scié

Depuis le 11 mai, la Ville de Québec a entrepris de refaire les réseaux d'aqueduc et d'égouts, la chaussée et les trottoirs à la « frontière » ouest du faubourg Saint-Jean-Baptiste. Plus précisément, les travaux auront lieu sur l'avenue Cartier, entre le chemin Ste-Foy et le boulevard René-Lévesque, ainsi que sur le chemin Sainte-Foy, entre la rue Sherbrooke et la côte De Salaberry.

La circulation automobile est perturbée et le métrobus 807 est dévié sur une partie de son trajet.

En direction de Pointe Sainte-Foy, le 807 quitte place d'Youville, emprunte D'Aiguillon, prend des passagers à l'arrêt Deligny (derrière l'église) puis tourne sur Turnbull. Il monte la côte et tourne sur René-Lévesque. En direction de place d'Youville, à la hauteur du faubourg, le 807 roule sur René-Lévesque puis Honoré-Mercier, sans entrer dans le faubourg.

Les travaux de réfection s'interrompent pendant les vacances de la construction. Ils reprendront ensuite jusqu'en novembre.

Un long dérangement donc, même si l'arrêt Deligny apparaît comme un moindre mal: les gens du faubourg n'auront pas à se taper à pieds une côte à pic pour prendre le bus vers Sainte-Foy.

Autre bonne nouvelle: les tarifs actuels du transport en commun n'augmenteront pas le 1er juillet, une « tradition » du Réseau de transport de la Capitale (RTC).



Charlotte, Solange et Jean-Philippe Courtemanche

## L'inter Marché Saint-Jean

Livraison du lundi au samedi.  
Ouvert tous les jours, de 8 h à 23 h!

418-522-4889,  
850, rue Saint-Jean

## UNE VISION DE L'HABITATION QUI DOIT ÊTRE BONIFIÉE

Par Vincent Baillargeon



Visuel: FRAPRU

Depuis le 22 juin 2018, la Ville de Québec travaille à élaborer sa future politique d'habitation qui, à terme, orientera les pistes d'action de l'administration municipale touchant l'habitation.

Consultations en ligne, rencontres auprès des acteurs et actrices du milieu (dont le Comité populaire), forum sur l'habitation, dépôt de mémoires ont rendu possible le dépôt d'une première version de ce document tant attendu, le 11 mars dernier.

Avec ce dépôt de version préliminaire, la Ville nous apprend l'orientation souhaitée par l'administration Labeaume. Pour Marie-Ève Duchesne, permanente au Comité populaire, «la version préliminaire de la future politique d'habitation de la Ville de Québec apporte quelques éléments intéressants qui vont dans la bonne direction».

En effet, elle prévoit construire 2300 nouveaux logements sociaux et communautaires pour la période 2020-2025 avec notamment la mise en place d'une réserve foncière pour l'achat de terrains, dont certains à moins de 800 mètres du Réseau structurant de transport en commun.



En point de presse, le 22 novembre dernier, plusieurs organisations avaient interpellé la Ville de Québec sur les enjeux de l'habitation pour les ménages mal-logés, les femmes, les personnes en situation d'itinérance.

Toujours selon Mme Duchesne, la Ville va cependant devoir augmenter ses outils de développement, notamment en rendant obligatoire l'inclusion de logements sociaux dans certains projets résidentiels privés et s'assurer que Québec et Ottawa augmentent leurs financements pour la réalisation de ses projets.

De plus, dans sa forme actuelle, la Ville propose très peu de mesures au sujet de la protection de son parc de logements locatifs actuel, notamment en ne prévoyant pas de règlements coercitifs et complets au sujet de l'hôtellerie illégale, des conversions de logements locatifs en copropriété divise ainsi qu'au sujet de la salubrité et de l'entretien des immeubles sur son territoire.

Le Comité populaire prévoit continuer à participer à la démarche actuelle, notamment en déposant un mémoire de réactions à la version préliminaire. Du même souffle, il promet de continuer de se mobiliser dans le futur pour que la Ville mette en place des politiques pour que tous les résidents et toutes les résidentes aient accès à un toit qui leur convient, et ce, peu importe leurs moyens financiers ou le quartier qu'ils et qu'elles souhaitent habiter.

## UNE OPPORTUNITÉ À SAISIR

Par Vincent Baillargeon

Dans les mois et années à venir, la ville de Québec verra son visage considérablement changer avec l'arrivée du Réseau structurant de transport en commun (RSTC). Le RSTC est une opportunité à ne pas manquer pour améliorer la qualité de vie de ses citoyens et citoyennes. Néanmoins, plusieurs améliorations doivent être mises en place pour éviter les effets pervers que peut amener le projet. De plus, plusieurs questionnements sur les impacts demeurent dans les esprits.

### Piétonnisation

Pour le quartier Saint-Jean-Baptiste, améliorer l'aménagement piétonnier pour faciliter l'accessibilité aux stations est primordial. En ce moment, plusieurs obstacles nuisent aux déplacements des piétons et piétonnes dans le quartier. Pensons principalement aux obstacles sur les trottoirs, à la dangerosité des chutes de glace et à l'inclinaison en pente du quartier.

Parallèlement, la proximité du pôle d'échange Saint-Roch, de la Station Jardin Jean-Paul L'Allier, du pôle d'emplois de la colline Parlementaire et du secteur touristique du Vieux-Québec apporte son lot de déplacements transitant à l'intérieur du quartier. Cette circulation de transit vient avec de nombreux désagréments. Comment le RSTC influencera-t-il cette circulation? En ce moment, difficile de savoir. Une chose est certaine, la Ville doit s'assurer de ne pas augmenter cette circulation. Bien au contraire, elle doit profiter du contexte pour mettre en place des aménagements favorisant la sécurité et faciliter l'utilisation du réseau piétonnier. Pour le Comité populaire, les rues partagées s'inscrivent parfaitement dans cette vision.

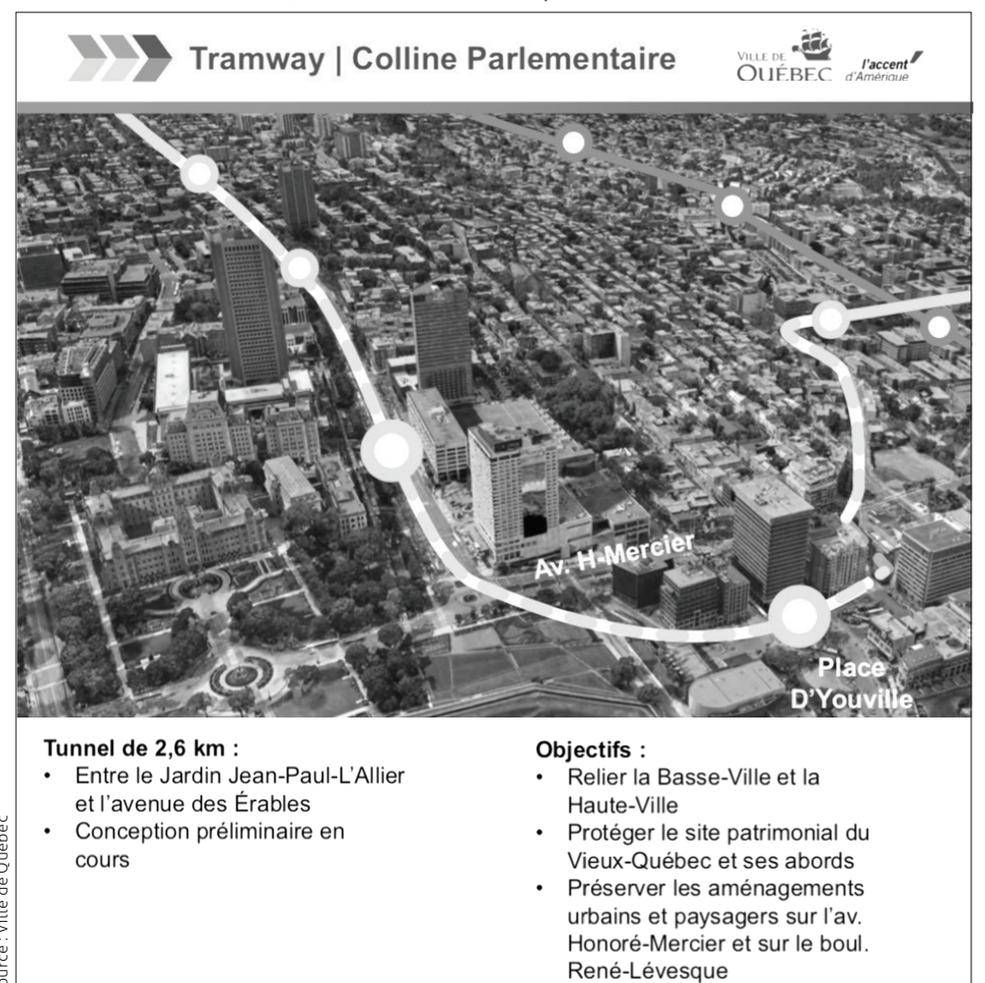
### L'importance du logement social

La Ville de Québec doit contrer les effets pervers que peut engendrer le RSTC. La future présence du RSTC a une incidence sur la valeur foncière, et donc, sur le prix des logements. Elle doit s'assurer que ses quartiers demeurent accessibles financièrement en favorisant le développement de logements sociaux. Dans ce sens, le Comité populaire trouve primordial d'aller de l'avant avec la volonté de la Ville de Québec d'acquiescer des terrains et immeubles à moins de 800 mètres du réseau, à des fins de logement social.

### Tarification

Il est important de porter une attention particulière aux «besoins des familles à revenu plus modeste et des personnes seules». Pour les ménages à faible revenu, l'enjeu de la tarification est déterminant. Si l'on veut augmenter la fréquentation, il faut se donner les moyens nécessaires d'y arriver. Pour le Comité populaire, cela passe par la gratuité. Plusieurs questions demeurent en suspens, notamment les connections entre les arrêts d'autobus à l'intérieur du quartier, les impacts sur le quotidien des gens durant les grands travaux ainsi que les impacts sur l'environnement et les espaces verts.

Une chose est certaine, nous n'avons pas fini d'entendre parler du sujet et c'est pour le mieux. D'ailleurs, le Comité populaire compte bien soulever ses préoccupations lors de l'éventuelle consultation du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) qui devrait se tenir entre le 6 juillet et le 6 novembre prochain.



#### Tunnel de 2,6 km :

- Entre le Jardin Jean-Paul-L'Allier et l'avenue des Érables
- Conception préliminaire en cours

#### Objectifs :

- Relier la Basse-Ville et la Haute-Ville
- Protéger le site patrimonial du Vieux-Québec et ses abords
- Préserver les aménagements urbains et paysagers sur l'av. Honoré-Mercier et sur le boul. René-Lévesque

Source : Ville de Québec

# CAHIER SPÉCIAL



# PANDÉMIE

## CAHIER SPÉCIAL - PANDÉMIE-

## PORTRAITS CONFINEMENT

## MÉLISSA COULOMBE-LEDUC

Nous sommes deux fins trentenaires, professionnels, avec trois enfants. On croyait que la conciliation travail et famille était intense avant la pandémie, même si on travaille tous les deux à distance de marche et que nos enfants fréquentent des services de garde et l'école, aussi à distance de marche. On n'avait rien vu.

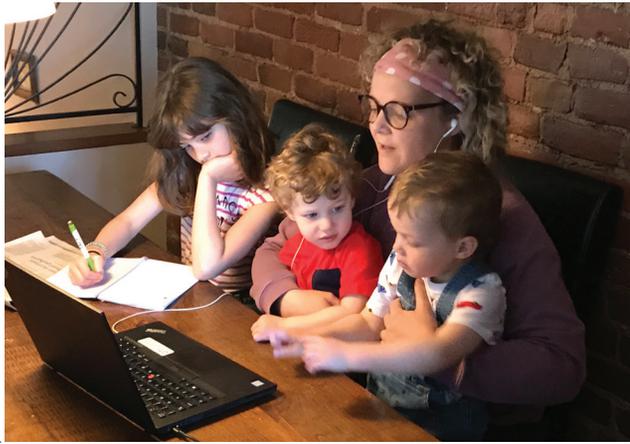


photo : Mélissa Coulombe-Leduc

La valse des appels Zoom / Teams / Skype

## Les journées sont interminables

C'est à mon avis la conséquence du confinement et du télétravail en temps de pandémie. Qui plus est, nos jumeaux de 2 ans ont choisi cette période, qui coïncide certes avec le lever plus tôt du soleil, pour eux aussi se lever plus tôt. Notre journée peut donc parfois commencer dès 4 h 45. La gymnastique organisationnelle qui s'entame dès lors fait en sorte que notre travail, bien qu'essentiel, n'est pas prioritaire par rapport aux besoins des enfants. N'ayant pas de bureau, je travaille de la salle à manger (de toute manière, avec deux 2 ans, je suis mieux de rester tout près...). Je travaille donc à coups de 15 minutes, entre une histoire, un épisode de Passe-Partout, une collation, une couche à changer, des blocs à sortir, «Non, Charles, on ne grimpe pas dans la bibliothèque», «Henri, on ne touche pas à la télé». Depuis la réouverture des écoles, on ajoute quatre aller-retour à l'école pour aller chercher la grande. La conséquence directe est qu'il faut parfois, souvent, terminer les journées le soir. Je suis pleinement reconnaissante de la chance que nous avons tous les deux d'avoir conservé nos emplois respectifs avec la pandémie, mais à enfile des journées de 18-19h, nous sommes épuisés.

## La gestion de la bouffe

Être en confinement toute la famille ensemble, c'est 15 repas par jour à prévoir, auxquels s'ajoutent les collations des enfants. J'ai l'impression que nous sommes constamment à planifier le prochain repas. Si le prix de notre épicerie a grimpé en flèche (comme pour une majorité de familles), c'est tout de même l'occasion de cuisiner des plats qu'on ne fait jamais! Et ça nous permet aussi de nous rendre compte qu'à 8,35\$ par jour / par enfant en CPE, on en a pour notre argent!

L'un des sujets de discussion matinale quotidienne de mon conjoint et moi, chaque jour: as-tu des appels prévus aujourd'hui? À quelle heure? L'objectif est de s'assurer qu'un de nous deux est disponible pour les enfants. Mais ça

n'inclut pas les appels impromptus... La gymnastique entre le travail et les enfants peut parfois s'avérer complexe, d'autant plus que la séparation qui prévaut normalement entre ces deux sphères de nos vies n'existe plus.

Ajoutez à cela notre vieux chat nouvellement diabétique que l'on doit piquer deux fois par jour. Le statut des colis qu'on attend et qu'on surveille plusieurs fois par jour. Le rendez-vous chez l'ORL pour le « plus jeune ». La corde à sauter qu'on doit aller chercher pour la grande qui recommence l'école et qui doit apporter ses propres jeux. La gestion du temps d'écran. La planification des vacances (pour les optimistes).

La situation amène aussi son lot d'éléments positifs. Les gens sont en très grande majorité compréhensifs à l'égard des parents de jeunes enfants. Et je trouve que nous sommes aussi plus indulgents et indulgentes envers nous-mêmes. Il y a tout de même un peu de douceur qui émane de tout ça.

## JOSEPH MICHAUD

Le confinement! En voilà un mot qui met tout le monde en désaccord. Pour plusieurs, c'est soit une opportunité de se recentrer et de s'occuper de soi-même, de découvrir une nouvelle passion, mais pour d'autres, c'est quelque chose d'ennuyant, long et pénible. Pour moi, c'est à la fois les deux et ni l'un ni l'autre. Bien sûr, accompagné de ma mère, qui est quasiment le seul reste de ma vie sociale, je me suis trouvé des nouvelles occupations pour lesquelles je n'avais pas assez de temps auparavant: je me suis sérieusement entraîné à faire à manger, je lis davantage et, malgré le risque que cela représente, il m'arrive de sortir pour trouver des nouveaux endroits tranquilles. Oh et à deux mètres de distance, ça va de soi.

La cuisine est devenue mon loisir préféré; avant le confinement je n'y aurais jamais cru. Regarder des vidéos de « fails\* » représente pour moi un superbe moyen de divertissement. Mais notre chance la plus notable reste le fait d'habiter dans une coopérative nous laissant ainsi un petit bout de lopin idéal pour le jardinage. Ma mère et moi en avons donc profité pour répéter une tradition qu'on a instaurée depuis l'année dernière, consistant à préparer des semences qui, d'ici le milieu de l'été, nous donnerons d'excellents légumes. Ma mère et moi, on va pouvoir se regarder et se dire : «Tu vois ça, ça vient de nous !» Mon dernier passe-temps est de flatter et de jouer avec ma chatte. Elle n'a jamais été aussi colleuse et j'en profite bien : ça nous rend les deux de meilleure humeur.

Jamais mes journées parurent si longues, je ne vois plus personne. La simple vue de la file d'attente devant un commerce me donne envie de partir sur mars. Là, au moins, y'a pas de COVID-19 et le deux mètres de distance est bien plus facile à tenir que sur des trottoirs d'un mètre et demi de largeur. Sinon, mes journées se limitent à l'école à la maison, une sortie aux deux jours, une douche et un plumard.

Pour être tout à fait honnête, quand le confinement a fait son apparition, j'imaginai une répartition du temps ressemblant à 25/100 bouffe, 25/100 plumard, 25/100 temps libre, 25/100 social et 100/100 fun. Mais hélas, cela ressemble plus à 25/100 faim (vous savez cette faim quand on s'ennuie), 25/100 insomnie, 25/100 école à la maison, 24/100 ennui et 1/100 fun. Mais je voudrais souligner



photo : Pascaline Lamare

Joseph vit son confinement comme plusieurs adolescents et adolescentes au Québec.

que ce confinement a aussi des effets très positifs sur les relations parents/enfants (du moins ici, car on peut comprendre que ce n'est pas partout pareil). Comme c'est une personne que vous devez côtoyer quotidiennement et quasiment 24 heures par jour, 7 jours par semaine, cela vous force à développer cette relation et à trouver des moyens de vous amuser en famille et limiter les querelles. Ma mère et moi en sommes un bon exemple. Bien sûr, ce ne sera pas facile au début, mais après, croyez-moi ça se fera tout seul. Cela tient aussi pour d'autres relations familiales.

Comme pour beaucoup de gens, mon ordinateur est devenu un outil essentiel à la fois pour le social et le temps libre. D'ailleurs, je ne pense pas être le seul à l'avoir remarqué car, avant la pandémie, j'entendais beaucoup de fausses études et de clichés sur les écrans et les ados. Comme ce genre de critiques sont en silence radio ces temps-ci, j'en conclus que les gens ont finalement compris qu'il y avait aussi de grands avantages et possibilités aux écrans et, qu'en ce temps de confinement, sans ordinateur, ils seraient dans de beaux draps.

Je ne vous apprendrai rien en vous disant que comme beaucoup de gens, ce qui me manque le plus, c'est mon entourage, les commerces et l'époque où on pouvait sortir sans autant de restrictions variables à tous les jours et difficilement réalisables. Bref, on espère tous que toute cette histoire deviendra vite du passé, moi y compris. D'ici là, je ne peux que vous souhaiter un bon confinement, même si les mots « bon » ou « mauvais » sont devenus des notions plutôt vagues !

\* Vidéo propagée sur internet, portant sur un élément tel une chute, et ayant un aspect humoristique ou spectaculaire.

## CAHIER SPÉCIAL - PANDÉMIE-

## MÉLISSA LABEL

Je suis une femme célibataire de 46 ans, je suis devenue Saint-Jambienne en 1999 alors que j'ai quitté Hochelaga-Maisonneuve pour vivre autre chose à la fin de mes études en éducation spécialisée.

Pour vivre autre chose ces temps-ci, je suis servie dans le genre «nouvelles expériences»!

Je suis confinée avec ma chatte Joséphine, une rouquine de 16 ans qui me sert de colocataire, à qui je fais la conversation, même si elle ne parle pas l'humain. Ayant quelques problèmes de santé (diabète, haute pression et asthme), mon employeur, le gouvernement du Québec, m'a demandé de rester chez moi pour me protéger. Il n'est pas possible de faire du télétravail parce que la nature de mon travail ne le permet pas et parce que côté technologique, c'est faisable, mais difficile quand on est juste une technicienne. Alors donc, je suis chez moi en permanence sauf exceptions depuis le 13 mars et y serai encore un moment.



photo: Mélissa Label

Je dois éviter les commerces pour ne pas attraper «vous savez quoi» alors j'ai beaucoup recours aux services de livraison pour me procurer ce dont j'ai besoin, y compris deux services de livraison personnalisés : deux de mes amis à qui il fait plaisir de faire des courses pour moi dans le quartier et ses alentours. Je dois dire que je suis choyée. Je fais de grandes épiceries toutes les deux ou trois semaines pour éviter d'avoir à demander à mes amis trop souvent. J'ai aussi commandé mes cadeaux d'anniversaire de moi à moi en ligne. Je serais normalement allée les acheter en flânant dans les magasins, tripotant les objets, prenant les livres dans mes mains pour lire derrière, touchant les vêtements pour sentir la texture et interagissant avec les vendeurs et les vendeuses de près. Tous ces gestes que je ne remarquais pas avant sont maintenant sources d'angoisse et de danger. Par ailleurs, quand mon fil d'ordinateur a lâché, j'ai dû commander en ligne. Normalement, j'aurais pris une petite marche et serais allée dans le Vieux-Québec juste après les portes pour me le procurer. Donc, affaire réglée en moins d'une journée. Mais j'ai dû attendre plusieurs jours puisque la poste est très lente vu l'achalandage élevé. Par contre, un drôle de truc m'est arrivé. J'avais commandé des chaussures mais elles étaient trop grandes quand je les ai reçues. J'ai donc dû les retourner. N'étant pas habituée, j'ai remis le tout dans la boîte et me suis présentée à la pharmacie où on m'a dit qu'ils s'occuperaient de renvoyer mon colis. Tout ça s'est fait sans contact. Ça a vraiment bien été, moi qui n'allais dans aucun commerce depuis le début du confinement. Le lendemain, la compagnie de livraison m'a remis un colis. Je me disais que ce ne pouvait pas être l'échange déjà... Effectivement, il s'agissait du colis de la veille. Toujours barrer sa propre adresse sur le colis. Je n'y avais pas pensé étant excitée d'aller quelque part!

De commander en ligne a eu du bon aussi. Pour mon anniversaire, j'ai reçu des surprises même si je savais exactement ce que c'était, car elles étaient offertes de moi à moi! L'excitation d'entendre le facteur ouvrir la porte a été tout de même agréable. Normalement, quand il fait sa ronde, je suis au travail. C'était comme d'attendre que le père Noël passe dans la cheminée!

Mes 46 ans ont donc été fêtés en confinement, pareil pour Pâques et la fête des mères, via les zinternets. Facebook, messenger et Skype, que de belles inventions en ces temps étranges! J'ai tout de même pu être heureuse toute la journée grâce à ces messages plein d'amour. J'aurais normalement passé la journée à recevoir des bisous au travail et à festoyer avec des amis au restaurant ou lors d'une soirée chez une amie. J'ai passé plus de cinq heures à jaser avec mes meilleurs amis sur Skype. Ce n'est vraiment pas comme «la vraie affaire», mais je me dis qu'on est tout de même chanceux et chanceuses de pouvoir garder contact avec nos proches.

L'importance des petites joies prend toute la place. Grâce à mes deux amis marcheurs, j'ai pu goûter aux douceurs du Billig de par leurs crêpes et autres créations du très talentueux Yves Le Liboux et me gâter à L'Épicerie européenne aussi en achetant de savoureux fromages et charcuteries. (Y'a aussi les anchois marinés, moi qui n'aime pas les anchois normalement, là, je m'en régale!) Je voudrais encourager tout le monde dans le quartier, mais ce n'est pas possible. J'espère que tous et toutes pourront s'en sortir après la crise. Manger et acheter local n'a jamais été aussi important. J'avais déjà cette propension, mais maintenant, ce sera vraiment au cœur de tous mes achats, autant que possible.

Les jours passent donc et se ressemblent vraiment beaucoup. J'essaie de m'occuper, mais le moral n'y est pas toujours. J'écoute beaucoup de musique, car je ne suis plus capable d'écouter la télé trop longtemps, puisqu'il y a toujours quelque chose pour me rappeler qu'on est en pandémie. Soit les nouvelles, soit les annonces publicitaires qui parlent des mesures prises par les différentes compagnies, soit les émissions tournées «avant» qui ne respectent pas la distanciation. Je ne suis donc pas allée au bout des plateformes de streaming, ni au bout d'internet mais je découvre de la belle musique.



photo: Mélissa Label

Alors que le journal était en relecture, on apprenait que Joséphine était partie pour le grand sommeil.

## FABIEN ABITBOL

## AUX PETITS SOINS AU CLSC HAUTE-VILLE



photo: Fabien Abitbol

Les horaires du CLSC ont été modifiés fin avril. Le mieux est d'appeler avant de vous déplacer.

Durant la crise sanitaire, c'est comme une impression de désert au CLSC et au Groupe de médecine familiale universitaire (GMF-U) de la Haute-Ville. Trois à quatre fois moins de chaises dans les salles d'attente, qui malgré tout sont loin d'être toutes occupées! Un grand confort pour les usagers et usagères, mais une inquiétude à plus long terme.

Fin février, à la pharmacie du quartier, il m'avait été conseillé de consulter ma médecin rapidement, car le problème qui m'a été détecté au printemps 2018 s'était aggravé. Sur le moment, je me suis dit que la virée au GMF-U n'était pas à une semaine près. Mais, avec les mesures sanitaires mises en place à compter du vendredi 13 mars, non seulement je n'avais plus mes occupations quotidiennes dans Saint-Roch, mais en plus la pharmacie ne pouvait plus me recevoir pour mon suivi.

Le 25 mars, je me décide à appeler le GMF-U pour solliciter un rendez-vous avec la Dre D, qui est ma médecin-traitante. Son agenda étant plein, on m'a demandé le motif de mon appel, on a estimé que c'était urgent et on m'a proposé deux possibilités pour le jour-même! J'ai été reçu par une autre médecin, à qui j'ai expliqué l'aggravation du problème. Elle a modifié un dosage, et m'a dit qu'une infirmière allait m'appeler.

Par la suite, j'ai dû me rendre trois fois au GMF-U pour des contrôles, avoir deux fois cette médecin au téléphone, quatre fois une infirmière, ainsi qu'une heure d'entretien avec l'infirmière qui suit mon cas... Cerise sur le sundae, on m'a même proposé qu'une prise de sang soit faite au GMF-U afin de m'éviter d'avoir à aller dans un hôpital. Se sont ensuivies des augmentations de dosage puis l'ajout d'un autre médicament et un contrôle avec des résultats plus normaux, plus rassurants.

Si je ne peux que me réjouir d'une telle prise en charge, bienveillante, efficace, et suivie de près, une chose m'inquiète : la baisse de fréquentation du CLSC et du GMF-U.

Manifestement, les gens craignent de mettre les pieds dans un établissement de soins par ces temps de pandémie, alors même que de nombreuses mesures sont prises: évidemment des questions au téléphone, mais aussi un nettoyage de mains au rez-de-chaussée puis au premier étage, la limitation de l'ascenseur à une seule personne adulte, etc.

Les peurs engendrées par une surdose d'informations ne doivent pas vous freiner par rapport à vos problèmes de santé ou ceux de vos enfants : s'ils vous semblent anodins, ils peuvent s'aggraver au fil du temps. Prenez soin de vous!

## CAHIER SPÉCIAL - PANDÉMIE-



# LE CONFINEMENT DANS LE FAUBOURG



Par Pascaline Lamare

Quand tu te sens comme une plante verte, et que t'as des besoins de voir jaillir la vie autour de toi. Parce que tu te prends à rêver que ton petit printemps domestique arrivera en même temps que le printemps, et que tu veux revoir tes amis sur une terrasse bordée de fleurs. Refaire le monde, semer l'avenir...

P.S.: L'herbe à chat ne servira pas d'apéro.  
Promis.



Par Marguerite Jean

Avenue Burlamaque, 18 mai 2020, devant la Caisse Desjardins, des ampoules vertes de Noël à travers les fleurs blanches du magnolia.



Par David Nadeau

L'Empereur du Saint-Empire Faustrollien est en quarantaine dans ses appartements de la rue des Zouaves. Le Protectorat de Pataphysique québécoise, dont il est le souverain, s'est momentanément occulté.



Par Agathe Légaré septuagénaire

Ma tirelire à gros mots aurait pu servir les premiers jours. Parce que j'ai sacré quand Arruda et Legault nous ont traités, les plus de 70 ans, comme des petits vieux, juste bons à être confinés pour notre sécurité, bien sûr. Puis, l'agacement s'est dissipé.

Le Windex : je l'utilise tous les jours, plusieurs fois, matin, midi et soir. Pour frotter les surfaces, pas pour boire... Excusez-moi : c'est le Lysol et non le Windex que le président Trump a recommandé comme gargarisme. Cher Donald T. !

## CAHIER SPÉCIAL - PANDÉMIE-

## PÉNURIE ET PANDÉMIE : DE NOMBREUX DÉFIS POUR LES LOCATAIRES

Par Marie-Ève Duchesne

On le disait avant le début de la crise sanitaire : le 1er juillet s'annonce difficile pour les locataires de la ville de Québec. Avec des taux d'inoccupation en bas du 3% et même en bas de 2% pour la Haute-Ville et la Basse-Ville de Québec, la recherche d'un logement s'annonçait difficile. De plus, avec l'arrivée de la pandémie, celle-ci sera vraisemblablement des plus complexes. De nombreux défis font partie du quotidien des locataires et d'autres les attendent dans les prochaines semaines.



Photo: Véronique Laflamme

Il est difficile de dresser un portrait exhaustif de ces défis avec des réponses claires. Les informations et les mesures annoncées le sont au compte-goutte et changent régulièrement. Pour toute question, nous vous invitons à contacter le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste par téléphone (418 522-0454) ou par courriel (comite.populaire@videotron.ca).

### Un 1er juillet en casse-tête

Dans un contexte de pénurie de logements, trop peu nombreux pour le nombre de ménages, la recherche d'un logement est toujours un enjeu majeur. À cela, nous pouvons maintenant ajouter le défi de la recherche de logement dans un contexte de crise sanitaire. Ainsi, les visites de logement ne sont pas recommandées à l'heure actuelle et signer un bail après une visite par vidéoconférence demeure toujours hasardeux.

La question du déménagement demeure aussi un enjeu. La Société d'habitation du Québec (SHQ) a produit un guide\* dressant les grandes lignes privilégiées pour les déménagements. En gros, on vous propose dans l'ordre: de ne déménager que si vous le devez, de le faire avec une compagnie de déménagement ou de le faire avec un cercle restreint en respectant les mesures sanitaires s'il vous est impossible de payer une compagnie de déménagement. La question autour des déménagements avec un cercle restreint de personnes soulève plusieurs interrogations: comment respecter les deux mètres de la distanciation sociale pendant un déménagement? Peut-

on avoir l'assurance que les corps policiers n'interpréteront pas un déménagement comme un rassemblement? Aucune consigne claire n'a été envoyée jusqu'à maintenant.

### Et pour la Ville de Québec?

Appréhendant elle aussi la pénurie de logements, la Ville de Québec a décidé de devancer son service de recherche de logement pour les sans-logis au 1er avril dernier. Ce service est assumé par l'Office municipal d'habitation de la Ville de Québec (OMHQ). En plus d'un accompagnement minimal pour vos recherches de logement, ce service a aussi créé un outil en ligne de recensement des compagnies d'entreposage et des hôtels disponibles si vous ne trouvez pas de logement au 1er juillet prochain\*\*.

Pour les groupes de défense de droits des locataires de la Ville de Québec, ces mesures sont incomplètes. Plusieurs revendications ont été mises de l'avant notamment un accompagnement plus soutenu au niveau de la recherche de logement, de l'entreposage et de l'hébergement gratuits pour les ménages locataires à plus faible revenu. À ce jour, ces demandes n'avaient toujours pas été répondues.

### Les audiences à la Régie et les expulsions et évictions suspendues

Le 21 mars dernier, la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, Andrée Laforest, a suspendu les audiences à la Régie du logement et les expulsions de

locataires (entre autres pour non-paiement de loyer) tant et aussi longtemps que l'état d'urgence sanitaire sera maintenu. Ainsi, il n'est pas possible de se faire expulser ou évincer de son logement à l'heure actuelle. Cependant, les groupes communautaires mobilisés autour du droit au logement appréhendent la fin de l'état d'urgence sanitaire. Assisterons-nous à une vague importante d'expulsion de locataires une fois la machine remise en marche? Rappelons que de nombreux ménages locataires ont subi une baisse importante de leurs revenus.

Le gouvernement du Québec a minimalement rendu disponible une aide pour le paiement de loyer sous forme de prêt sans intérêt pour un montant maximal de 1500\$. Tous les ménages locataires ne sont malheureusement pas admissibles à cette aide. La demande doit être faite avant le 15 juillet 2020 et le prêt doit être remboursé avant le 1er août 2021. Au moment d'écrire ces lignes, les informations pour déposer la demande n'étaient pas encore connues.

Bref, les inquiétudes sont grandes pour les locataires en ce moment. On vous rappelle qu'il est toujours possible de contacter le Comité populaire si vous ne savez plus quoi faire ou si vous avez des questions. Comme une grande partie de la population, nous vivons une période qui amène son lot de flous. Mais nous tenterons, dans la mesure du possible, de trouver un début de réponse.

\* Pour consulter le guide: <http://www.habitation.gouv.qc.ca/fileadmin/internet/documents/COVID-19-feuillet-demenagement.pdf>

\*\* Tous ces outils sont disponibles sur le site de l'OMHQ: <https://www.omhq.qc.ca/>  
Vous pouvez également les appeler: 418 780-5211.



Photo: Laurence Bolduc



### Formulaire de contribution pour l'université populaire (Upop)

L'université populaire, série de conférences et d'ateliers sur des thèmes variés du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, est intéressé par vos idées pour les futures sessions. Ces soirées ont lieu le premier lundi du mois. Vous avez une suggestion? Vous avez envie d'animer l'une de ces soirées? Faites-nous parvenir ce formulaire rempli. On vous remercie déjà

nom:

Courriel:

Téléphone

thème proposé:

description de la présentation:

Faites parvenir votre formulaire de propositions de contribution au Comité populaire saint-Jean-Baptiste au 780 Sainte-Claire, Québec(qc) G1R 5B9 ou par courriel au [comite.populaire@videotron.ca](mailto:comite.populaire@videotron.ca).  
Merci

## CAHIER SPÉCIAL - PANDÉMIE-

## UN INEXPLICABLE ACHARNEMENT CONTRE LES PERSONNES ASSISTÉES SOCIALES

Par SergePetitclerc, porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté

Même si c'est un droit fondamental, l'aide sociale a toujours été vue comme une aide temporaire. La même rengaine est reprise depuis 50 ans par tous les gouvernements: la personne assistée sociale a le devoir de recouvrer son autonomie financière le plus rapidement possible en étant active sur le marché du travail. Les maigres prestations qu'elle reçoit, insuffisantes pour couvrir les besoins fondamentaux, sont là pour le lui rappeler.

On reconnaît ici la logique de l'incitation au travail, selon laquelle des prestations d'aide sociale plus élevées auraient un effet addictif et attractif. L'expérience montre que cela relève davantage du préjugé que de la réalité. Mais bon, passons!

Qu'advient-il cependant de cette logique en ce temps de confinement obligatoire, où le marché du travail est mis en pause? Dans le contexte actuel, le gouvernement peut-il, en toute bonne foi, faire comme s'il s'attendait encore à ce que les personnes assistées sociales (ré)intègrent le monde du travail? Bien sûr que non. L'incitation à l'emploi, par conséquent, ne peut plus être le principe élémentaire et fondamental de l'aide sociale.

Pourtant, à l'heure actuelle, les personnes assistées sociales reçoivent les mêmes prestations insuffisantes qu'avant la crise de la COVID-19. Prisonnières d'une logique de retour à l'emploi alors que le marché du travail est pour ainsi dire fermé, les personnes assistées sociales en sont encore à attendre du gouvernement du Québec une première annonce d'aide financière qui les concerne. Comment ne pas voir dans cette situation l'ultime preuve d'un acharnement idéologique à l'endroit des plus pauvres? Un acharnement d'autant plus inexplicable que les ressources communautaires, qui leur viennent habituellement en aide, s'amenuisent au même rythme qu'augmentent les dépenses.

Le gouvernement du Québec aime répéter qu'il est «sensible» aux enjeux de pauvreté et qu'il agit selon des principes d'équité. Quand cette sensibilité se transformera-t-elle enfin en action pour aider, pendant la crise, les personnes qui vivent à longueur d'année en situation de pauvreté? Pourquoi certaines personnes auraient-elles besoin de 2000\$ par mois pour vivre et d'autres de seulement 690\$ ou 1088\$?

Une situation exceptionnelle appelle des mesures exceptionnelles. Il faut agir maintenant.



## LE BOURDON du faubourg

Actualités,  
Vie de quartier,  
Histoire et patrimoine,  
Agenda du quartier...

Exclusivement en ligne sur  
**bourdonmedia.org**

suivez @bourdonfaubourg sur



VIVRE, TRAVAILLER ET CONSOMMER  
SAINT-JEAN-BAPTISTE

### Les personnes assistées sociales aussi ont besoin d'aide pendant la crise.

L'aide de dernier recours, c'est insuffisant pour couvrir ses besoins de base en temps normal\*. Ce l'est encore plus en temps de crise.

#### Ce que les gens ont perdu à cause de la COVID-19:

- \* la possibilité d'aller chercher des petits revenus  
Par exemple: il n'est plus possible de rapporter les contenants consignés, de vendre des magazines de rue, de mendier, de travailler un peu pour gagner les 200\$ permis chaque mois.
- \* du soutien des proches et du milieu  
Par exemple: plusieurs ressources communautaires sont plus sollicitées ou même fermées et le soutien de la famille ou des ami.e.s est souvent plus compliqué, voire impossible.

#### Ce que les gens ont « gagné » à cause de la COVID-19:

- \* des dépenses supplémentaires  
Par exemple: le prix de certains aliments augmente, et les produits de marque maison, en vrac et de format économique ne sont plus toujours disponibles; des frais de livraison s'ajoutent pour les personnes qui sont malades ou qui ne peuvent plus compter sur leurs proches pour aller à l'épicerie et à la pharmacie.

### Le gouvernement québécois doit agir!

\* Montant des prestations mensuelles (personne seule): 690\$ (aide sociale), 1088\$ (solidarité sociale), 1210\$ (solidarité sociale longue durée). Il faut environ 1500\$ par mois pour couvrir ses besoins de base au Québec selon la Mesure du panier de consommation.

## LES DROITS ET LIBERTÉS EN PÉRIODE D'URGENCE SANITAIRE

Par Maxim Fortin, coordonnateur de la Ligue des droits et libertés - Section Québec

La pandémie de la Covid-19 nous place devant une multitude de questionnements. Parmi ceux-ci, on retrouve la question fondamentale des droits et libertés. En effet, qu'advient-il des droits et libertés quand, confrontées à l'urgence d'une situation inédite, les autorités, au nom de la santé publique, se dotent de pouvoirs leurs permettant de restreindre les droits et libertés reconnus et protégés par les chartes? Préserver le droit à la vie dans un contexte où l'on compte les morts peut-il justifier d'importantes atteintes aux autres droits?

Une tendance forte en droit international tente de baliser l'action des États même en période d'urgence. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques des Nations Unies, ratifié par le Canada et appuyé par le Québec, va dans ce sens tout comme le Comité des droits de l'Homme des Nations Unies qui appelle au respect des garanties judiciaires fondamentales y compris en situation d'exception. Le pouvoir des autorités n'est donc pas absolu en temps de crise. Une mesure restreignant les droits et libertés doit être encadrée par la loi, proportionnelle à l'objectif visé et limitée dans le temps.

Dans la mesure où cette crise fait encore rage, notamment dans la grande région de Montréal, il est difficile de dresser un portrait complet du respect ou du non-respect des droits et libertés par les autorités québécoises lors de la pandémie. Cependant, il est d'ores et déjà possible d'affirmer que depuis le début de cette crise les personnes âgées sont soumises à un autre régime de droit, à un traitement différentiel. Sous prétexte que plusieurs aînés sont dans une situation de vulnérabilité, les personnes âgées dans leur ensemble ont été l'objet d'un ciblage particulier et soumises à des restrictions plus sévères. Bien que la pandémie ne soit pas responsable des problèmes déjà présents dans les résidences pour personnes âgées et dans les CHSLD, les mesures adoptées pour la contrer ont considérablement affecté l'autonomie, la dignité et la qualité de vie des résidentes et résidents. Non seulement les personnes âgées sont celles qui ont été le plus mortellement affectées par le virus, mais ce sont aussi celles qui ont été le plus restreintes en termes de droits et libertés. Loin de nous ici l'idée d'affirmer que les mesures adoptées pour les protéger n'étaient pas nécessaires, car nous n'avons pas l'expertise en santé publique et en gériatrie pour avancer une telle chose. Or, il est de notre devoir de souligner que les personnes âgées ont doublement souffert et que cette crise doit déboucher sur un large débat sur leurs conditions de vie et d'habitation au Québec.

Par ailleurs, il est particulièrement inquiétant de constater l'intérêt grandissant des institutions publiques (Sûreté de Québec, Service de police de la ville de Québec, etc.) pour les technologies de surveillance permettant de surveiller les déplacements des gens via leur téléphone cellulaire et de s'emparer de leurs données personnelles. Un débat social doit impérativement avoir lieu sur cette question, car ces technologies menacent le droit à la vie privée.

Bref, dans les semaines et mois à venir, la population a tout intérêt à demeurer vigilante. La situation actuelle est inédite. L'urgence et la situation d'exception ne peuvent cautionner un recul des droits et libertés.

## CAHIER SPÉCIAL - PANDÉMIE-

## UNE DÉMOCRATIE LOCALE AU RALENTI

Par Fabien Abitbol

Depuis le début de l'état d'urgence sanitaire, les instances démocratiques municipales se sont retrouvées au ralenti, chacune à un régime différent. Seules les consultations publiques par Internet sont restées totalement ouvertes. Petit tour d'horizon...

Le conseil municipal s'est mis immédiatement au huis clos. Mais toujours en étant diffusé sur MATV, sur le site Internet de la Ville et sur sa chaîne YouTube, plus confortable à regarder. La séance du 23 mars 2020, qui suivait l'annonce gouvernementale du 13 mars, s'est donc déroulée sans public, mais aussi sans questions du public. Pour la suivante, celle du 6 avril, un formulaire a été mis en place, permettant de poser par écrit une question à la personne élue de son choix, jusqu'au lundi midi du jour de la réunion publique. Par la suite, à compter du 20 avril, les questions des citoyens et citoyennes ont été transmises à tous les élus, qui ont pu ainsi préparer leurs réponses. Les questions, toutefois, étaient annoncées comme tirées au sort, et les personnes n'ayant pas leur réponse au cours de la séance devaient la recevoir par courriel.

Le 6 avril, premier embouteillage : environ 45 questions, portant majoritairement sur les nombreuses préoccupations directement liées à la crise. Une seule période de questions avait été programmée à l'ordre du jour, les élues ne s'attendant peut-être pas à un tel succès, et, le règlement étant ce qu'il est, l'ordre du jour n'a pas été modifié en cours de séance. Le 20 avril, environ cent questions avaient été posées par les citoyens et citoyennes. Beaucoup de celles qui ont été prises en séance portaient sur l'opportunité du tramway, ou sur l'opportunité du tramway en temps de crise, ou sur le bien-fondé d'un troisième lien afin que les automobilistes puissent se sentir en sécurité. Rien de tel pour que le maire Labeaume parle d'une opération politique venue tout droit de l'opposition. Le 4 mai, le nombre de questions avait encore doublé, frôlant les deux cents.

L'équipe Labeaume n'a toutefois pas voulu étudier l'idée qu'à l'avenir, une fois que le conseil municipal se réunira dans des conditions plus normales, des questions puissent être envoyées par écrit. Ça semblait pourtant une bonne idée, entre autres pour permettre aux personnes résidant trop loin, ayant des enfants ou travaillant à horaires décalés de participer à leur façon à la vie démocratique. Et accessoirement, d'éviter l'hiver les trottoirs encombrés de neige ou fort glissants des quartiers centraux.

Concernant les conseils d'arrondissement, ils se tiennent évidemment sans public, mais aussi hélas sans questions. Pour assister assez souvent à celui de La Cité-Limoilou, le nombre de personnes sur les sièges du public est très fluctuant et le nombre de questions tout aussi variable. La seule possibilité de se tenir informé est donc d'écouter l'enregistrement sonore de la séance, une fois qu'il est mis en ligne. Fastidieux et pas évident lorsque l'on n'est pas habitué à déchiffrer un ordre du jour.



photo extraite du compte YouTube de la Ville

Lors de la séance du 20 avril, face à de nombreuses questions relatives au tramway, le maire Labeaume s'est montré un peu exaspéré et n'a pas hésité à parler d'une opération organisée

## Si la tendance se maintient ...

Les conseils de quartier ont été mis en veilleuse dès le début de l'état d'urgence sanitaire. Les assemblées générales, qui doivent se tenir dans les 120 jours après la clôture de l'exercice financier, se tiennent donc habituellement en avril. Exceptionnellement en 2020, la date a été repoussée jusqu'en octobre 2020 et les mandats des administrateurs et administratrices qui arrivaient à échéance en avril 2020 se poursuivent jusqu'à la prochaine assemblée générale de chaque conseil de quartier.

Le conseil municipal du 6 avril, dans la décision qui repoussait les assemblées générales des conseils de quartier, permettait aussi des rencontres à huis clos et/ou des rencontres virtuelles. À la mi-mai, certains conseils d'administration de conseils de quartier s'étaient réunis virtuellement sur des aspects techniques, mais la Ville n'avait pas encore finalisé les possibilités qui leur seraient offertes. Toutefois, sur le site de la Ville, des dates étaient annoncées, avec la mention «à confirmer», comme pour le Conseil de quartier de Saint-Jean-Baptiste annoncé pour le mardi 2 juin.

## Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste

### « Une force dans le quartier »

## Notre mission

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste est un organisme communautaire à but non lucratif issu de l'implication et de la volonté des résidentes et des résidents du quartier Saint-Jean-Baptiste et dont la priorité est la défense des droits et des intérêts de la population.

Nos interventions visent la promotion d'un aménagement et d'un développement urbain qui tiennent compte de la spécificité du quartier. Nos actions sont également liées à l'amélioration des conditions de vie socio-économiques de la population. Depuis plus de trente ans, notre organisme lutte pour la protection du caractère résidentiel du quartier et pour l'accès à des logements décentes et abordables.

De plus, le Comité populaire, par le biais de son journal *L'infobourg* et d'autres activités publiques, informe et sensibilise la population, contribue à susciter réflexions et débats sur des sujets d'intérêt public comme il aide à sortir les ménages à faibles revenus de l'isolement et à faire valoir leurs droits.



780, rue Sainte-Claire, Québec (Qc), G1R 5B9  
418-522-0454 | comite.populaire@videotron.ca

## Coupon d'adhésion Comité populaire SJB

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

No de tél. : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Si vous êtes en accord avec la mission du groupe, il suffit de remplir le coupon et de nous le renvoyer à l'adresse ci-dessus, avec une cotisation de 5\$.



## PORTRAITS DE COOPS : LA COOPÉRATIVE CHLOÉ

Par Marie-Ève Duchesne



Vue sur la ville à partir de la terrasse de la coop.

Lors de sa dernière assemblée générale annuelle, le Comité populaire s'est doté d'un mandat de soutien aux besoins des coopératives du quartier et a créé un nouveau comité de travail pour réfléchir aux enjeux. De ce comité est née l'idée de faire des portraits de coopératives de quartier. D'autres projets se feront éventuellement autour de ces portraits, mais on vous lance ici le premier portrait d'une (espérons-le) longue série: celui de la coopérative Chloé, fondée en 1983. Entrevue réalisée avec Rebecca Hennigs, vice-présidente et responsable de la vie associative de la coop.

### L'histoire de la coop Chloé

En janvier 1983, le bâtiment de cette coopérative d'habitation sur la rue Saint-Jean était à vendre. Deux résidents de l'époque, André Harton et Martin Côté, décident de se mettre au porte-à-porte auprès des autres résidents et résidentes pour sonder l'idée d'en faire une coopérative. La majorité des personnes y résidant à cette époque ont envie d'embarquer dans un tel projet afin de pouvoir garder des logements à un prix abordable. Après de nombreuses démarches auprès des organismes gouvernementaux, la coop Chloé est fondée en août 1983 par sept femmes et cinq hommes, accompagnés et soutenus par une organisatrice communautaire de la Fédération des coopératives d'habitation de Québec et Chaudière-Appalaches (FECHAQC). Le bâtiment est ensuite transformé en coopérative d'habitation (par l'architecte Jacky Deschêne) et les membres fondateurs, fondatrices s'impliquent dans les rénovations majeures.

### La vie à la coop

Pour Rebecca, ce qui caractérise sa coopérative aujourd'hui, c'est la diversité des personnes réunies sous un même toit, et la créativité et l'entraide qui animent ses murs. Les parcours de vie multiples amènent les seize membres à s'impliquer à différents niveaux, que ce

soit pour essayer d'obtenir une nouvelle subvention, prêter une perceuse, garder le chat du voisin, organiser un 5 à 7, partager les coûts pour Internet ou bien se lancer dans l'organisation d'ateliers et une plateforme pour toutes les coops du quartier! D'ailleurs, la coopérative vient de recevoir le prix «Les bons coups de 2020» de la FECHAQC pour son initiative de réseautage et de partage\* avec les autres coopératives du quartier.

Bien que la question des logements abordables demeure centrale pour une coopérative d'habitation, l'importance d'un milieu de vie comme la coop Chloé ne se limite pas seulement à cela. Pour Rebecca, il s'agit également d'une opportunité extraordinaire de créer un milieu d'entraide à petite échelle, de bâtir une micro-communauté permettant à ses membres de mettre en commun leurs idées, leurs passions et leurs talents. Bien sûr, des défis demeurent, comme celui lié à l'implication de ses membres pour garder le mouvement en vie ou de maintenir une diversité tant au niveau de la parité hommes/femmes que de la question des revenus.

La coopérative Chloé cache aussi un grand mystère dans son histoire : mais d'où lui provient son nom? Serait-ce l'inspiration de la mythologie grecque et porterait-elle alors le nom d'une déesse protectrice des jeunes pousses? Ou serait-ce plutôt l'idée d'une membre fondatrice souhaitant nommer un animal de compagnie du même nom? Actuellement, ces deux histoires opposées cohabitent très bien sous le toit de Chloé, autant que ses membres avec leurs aspirations et modes de vie différents, mais qui se chevauchent par ci et par là Et qui sait ce que l'avenir réserve à cette coopérative?

\* Un groupe Facebook de réseautage des coopératives du quartier a été créé à l'hiver 2020 pour partager les bons et les mauvais coups, partager des outils et renforcer le mouvement coopératif dans le quartier. Si vous souhaitez y adhérer, vous pouvez le faire en cherchant le nom «Les coops d'habitation de Saint-Jean-Baptiste (Québec)».

# Annoncez vous dans L'Infobourg

Pour toute information consultez notre kitmédia en ligne à [www.compop.net/publicite](http://www.compop.net/publicite)

ou contactez Marie-Ève Duchesne au 418-522-0454 ou [comite.populaire@videotron.ca](mailto:comite.populaire@videotron.ca)

## Grille de tarifs Pub en noir et blanc

Pleine page :	545\$
Demie page :	300\$
1/3 de page :	235\$
1/4 de page :	200\$
1/6 de page :	135\$
1/8 de page :	105\$
Carte d'affaire	60\$



C'EST L'ÉCLATEMENT DES SAVEURS CHEZ ÉRICO. **PLUS DE 70** CRÈMES GLACÉES, SORBETS, YOGOURTS ET TOFUS GLACÉS, EN ALTERNANCE.



*Crème molle enrobée de chocolat Erico!!*




**Erico**  
CHOCOLATERIE CRÉATIVE  
MUSÉE DU CHOCOLAT

634, RUE SAINT-JEAN, QUÉBEC  
T. 418 524-2122 | ERICOCOCOLATIER.COM

## SOLUTION

### Premier

1	C	O	R	O	N	A	V	I	R	U	S	12
2	O	E	R	E	I	U	R	E	11			11
3	N	O	N	P	A	I	E	M	E	N	T	10
4	F	R	E	I	N	I	E	L	9			10
5	I	D	E	N	T	I	T	E	8			9
6	N	I	S	I	C	T	V	A	7			8
7	E	N	A	S	A	U	T	E	6			7
8	M	A	C	H	E	N	E	T	5			6
9	E	T	H	E	R	E	S	E	4			5
10	N	E	E	A	G	E	R	A	3			4
11	T	U	T	O	I	E	G	A	2			3
12	R	E	N	S	E	I	G	N	1			2

### deuxième

1	D	E	C	O	N	F	I	N	E	M	E	N	T	13	
2	I	T	A	L	I	E	A	R	A	S	E	R	12		
3	S	P	I	E	T	O	N	N	I	E	R	E	11		
4	T	R	A	V	E	S	E	N	O	S	10		11		
5	A	U	B	E	Z	E	U	S	N	O	9		10		
6	N	L	I	N	T	R	O	R	8			9			
7	C	H	E	N	I	L	L	E	O	T	A	I	8		
8	I	O	S	A	I	L	T	U	A	G	E	7		8	
9	A	S	D	I	V	E	R	G	E	R	6			7	
10	T	P	S	R	S	E	V	E	L	L	5			6	
11	I	L	I	O	E	U	F	E	O	N	4			5	
12	O	C	I	N	U	S	I	T	E	R	3			4	
13	N	E	U	F	R	E	T	A	B	L	I	S	2		3



## Bénévoles recherchés

Tél. : 418 522-2179

**Nous sommes présentement à la recherche de bénévoles !**

Nous cherchons des **chauffeurs** et des **accompagnateurs** pour le service d'accompagnement-transport pour les rendez-vous médicaux (il n'est pas nécessaire de posséder une voiture). Nous sommes aussi à la recherche de bénévoles pour les **visites d'amitié**.

Si vous souhaitez donner un peu de votre temps à un organisme communautaire du quartier, téléphonez-nous !

Au plaisir de vous rencontrer !

L'équipe de l'Entraide du Faubourg  
369, rue Saint-Jean  
Québec (Québec) G1R 1N8

Depuis maintenant  
**40 ans**  
**L'Entraide du Faubourg**  
Un organisme  
communautaire  
de soutien à domicile  
pour les 55 ans et plus